

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Salariat, travail, syndicats (France) > Syndicats (France) > **UD CGT 13 : un processus de convergence de la gauche sociale et politique**

UD CGT 13 : un processus de convergence de la gauche sociale et politique

« Nous voulons créer un 'bouillonnement' d'idées et que les travailleurs prennent en main leurs propres affaires »

mercredi 9 juillet 2014, par [BATTINI Jean-Marie](#), [MATEU Olivier](#) (Date de rédaction antérieure : 3 juillet 2014).

Entretien. Nous avons rencontré Olivier Mateu, secrétaire de l'Union départementale CGT 13, pour parler d'un intéressant processus de convergence de la gauche sociale et politique mis en œuvre localement depuis plusieurs mois.

Jean-Marie Battini - Peux-tu nous donner les raisons qui ont poussé la CGT 13 à mettre en place ce processus de convergence ?

Olivier Mateu - Après le congrès de l'UD 13, une première réflexion sur la situation dans le département a confirmé que l'industrie et les services publics allaient particulièrement souffrir des politiques mises en place. Il y avait donc nécessité d'organiser le combat sur les droits des travailleurs, l'emploi, et autres revendications. Les mesures gouvernementales nous ont hélas donné raison.

Il y avait aussi urgence à ne pas rester isolé. Dans le mouvement social du département, la CGT a un rôle important, mais ne prétend pas à l'exclusivité. Il nous est donc apparu nécessaire de travailler ensemble et de favoriser les convergences pour arrêter les choix patronaux et gouvernementaux, tant sur les salaires que sur l'emploi ou la protection sociale.

C'est pour cette raison que début janvier, l'UD CGT a pris l'initiative d'organiser une réunion avec d'autres syndicats, des organisations politiques et associatives.

Quels ont été les critères à partir desquels ont été contactées les organisations ?

Nous avons contacté toutes les organisations qui portent des perspectives de progrès social et de transformation sociale... ce qui de fait en exclut certaines. Pour ce qui est des organisations syndicales, nous les avons au départ toutes contactées. La CFDT nous a fait savoir que ce processus était différent des choix qu'elle avait faits, et FO nous a répondu que cela allait à l'encontre de son principe d'indépendance vis-à-vis des partis politiques. Toutefois, cela n'a pas empêché de manifester ensemble avec FO le 18 mars. Mais au bout du compte, la FSU et Solidaires sont les seules organisations syndicales à être partie prenante du processus avec la CGT.

Pour les autres, il y a les organisations du Front de Gauche (PCF, PG, Ensemble), le NPA, Rouges Vifs, Attac, l'Unef, la JC, et près d'une dizaine d'associations.

La démarche se concrétise de plusieurs façons : tract propre à chaque organisation surmonté seulement d'un « chapeau » commun, permettant à chacun de faire valoir son propre discours ; apparition commune lors des manifestations (banderole derrière laquelle défilent les représentants de chaque organisation, avec drapeau) ; enfin, conférences de presse communes...

Quels sont les objectifs à plus long terme de cette démarche ? Comment agir sur une issue politique ?

Par ce processus, nous voulons créer un « bouillonnement » d'idées et que les travailleurs prennent en main leurs propres affaires. Ce n'est qu'à cette condition que les revendications ont une chance d'aboutir, et que pourra se mettre en place une issue politique.

Cette démarche s'articule autour du choix qu'a fait l'UD 13 de tout mettre en œuvre pour favoriser la convergence des luttes. Il y a plusieurs foyers de lutte sur le 13, et nous organisons des actions régulières autour de telle ou telle en organisant à chaque fois, la participation, la présence et le soutien de toutes.

Si la CGT se limite à ces actions, elle ne pourra pas aboutir seule.

Inversement, se limiter à une réunion d'organisations syndicales, politiques et associatives sans lien avec les luttes, serait un simple appel incantatoire.

Les deux démarches se nourrissent donc mutuellement. C'est la raison pour laquelle la CGT 13 n'a pas été signataire de l'Appel à la manif nationale du 12 avril. Cela ne signifiait pas que nous étions en désaccord, mais parce que nous voulions faire plus large et plus ancré sur les luttes dans le département.

Est-ce que cette démarche originale se retrouve dans d'autres départements ?

Il semblerait qu'un processus similaire se mette en place dans le 31. Si notre démarche peut servir de point d'appui à d'autres, nous en sommes ravis, mais nous ne prétendons pas être un « modèle ». Chacun à ses spécificités et ce qui compte, c'est d'aller dans le même sens pour bloquer l'offensive patronale relayée par le gouvernement et faire aboutir les revendications des salariés, privés d'emploi, retraités...

Propos recueillis par Jean-Marie Battini

P.-S.

* Hebdo L'Anticapitaliste - 249 (03/07/2014). <http://www.npa2009.org/>